

2019 »» 2024



Bilan de mandat

délégation france insoumise
parlement européen



Depuis leur élection en 2019, les élus insoumis se battent au Parlement européen pour défendre les droits des travailleurs, la bifurcation écologique, le partage des richesses, la paix et la démocratie. Aux côtés des mouvements sociaux, des ONG, et des activistes, ils ont été de tous les combats parlementaires et des mobilisations dans la rue.



La délégation insoumise au Parlement européen

5 ANS DE COMBATS POUR FAIRE TOMBER LES MURS ENTRE LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET LES CITOYENS

LES ÉLUS INSOUMIS PARMI LES PLUS ACTIFS DU PARLEMENT EUROPÉEN

- **1 présidente de groupe :**
le groupe *La Gauche*, 37 députés européens de 15 pays
- **1 président de commission parlementaire :**
la commission du développement régional, l'un des plus grands postes budgétaires de l'UE
- **1 vice-présidente de commission parlementaire :**
la commission de l'emploi et des affaires sociales
- Près de **100 % de présence aux votes en session plénière**



MANON AUBRY UNE PRÉSIDENTE DE GROUPE AU TRAVAIL

- **plus de 3500 amendements** déposés
- **166 discours** en séance plénière
- **49 résolutions** d'actualité
- **30 rapports** négociés
- **81 questions écrites** posées à la Commission
- **32 questions orales** interpellant la Commission
- **L'eurodéputé français qui a fait adopter le plus de rapport** en son nom



EN COMPARAISON,
VOICI L'ACTIVITÉ DE JORDAN BARDELLA (RN)
1 rapport négocié | 1 résolution
21 amendements | 9 questions orales

Pour les citoyens, le Parlement européen et l'Union européenne semblent être de grandes machines lointaines. Éloignées de leurs préoccupations, de leurs quotidiens, de leurs problèmes, de leurs attentes, de leurs vies. Et pourtant, **ces institutions prennent des décisions sur des sujets qui nous concernent tous**, du prix de nos factures d'électricité à nos droits sociaux.

Notre objectif : **casser ces barrières, représenter les citoyens et être des élus de combat à leur service.**

Nous menons au Parlement européen **les grandes batailles de notre siècle**, par exemple **contre le changement climatique**, mais aussi les batailles du quotidien, comme **la régulation des prix de l'électricité**. En dialoguant constamment avec les militants, les activistes, les syndicats, les associations, nous voulons **redonner à toutes et tous une voix au chapitre européen.**

Nous voulons **rendre l'Union européenne aux citoyens**, en portant la voix de la paix, **en agissant comme lanceurs d'alerte**, en se faisant **le relais des attentes de la jeunesse et des combats des ONG comme des mouvements sociaux et écologistes.**

Nous nous battons pour **ramener la vraie vie et les préoccupations quotidiennes des gens dans l'hémicycle**, pour **décloisonner l'Union européenne**, pour vous rendre compte de nos combats et **pour que l'Union européenne défende les intérêts des gens, et pas ceux des lobbies !**





Nos victoires

OBTENUES POUR CHANGER CONCRÈTEMENT LA VIE DES GENS



**DES PREMIÈRES
BRÈCHES
OUVERTES
FACE AU
NÉOLIBÉRALISME**

La délégation insoumise, qui préside le groupe de *La Gauche* et la Commission parlementaire des régions, a mené la bataille pour **remporter des victoires majeures** et **ouvrir des brèches** dans les dogmes néolibéraux.

Grâce à ce travail,
l'Union européenne a dû :

- **suspendre ses règles austéritaires** qui pénalisent l'investissement public
- **mettre en place une taxation partielle des superprofits**
- **mettre en place un chèque énergie** pour les ménages les plus modestes
- **reconnaître la nécessité de relocaliser nos industries**
- **créer une première forme de protectionnisme écologique** aux frontières
- **faire sortir l'Union européenne du traité sur la Charte de l'énergie** qui protégeait les industries fossiles

DES VICTOIRES CONCRÈTES AU SERVICE DES PEUPLES ET DE LA PLANÈTE

DES DROITS POUR LES TRAVAILLEURS UBÉRISÉS

Nous n'avons pas laissé Uber faire sa loi en Europe ! Après des années de combat de haute lutte, et grâce à la construction d'un véritable lobby populaire composé de chauffeurs, livreurs, syndicalistes, chercheurs et citoyens de toute l'Europe, la délégation insoumise a obtenu une directive européenne ambitieuse pour les travailleurs de plateforme. Avec la présomption de salariat, plus de 5 millions de travailleurs en Europe auront accès aux congés payés, à la sécurité sociale, à la retraite !

LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES MULTINATIONALES

Total, Zara ou Vinci qui violent impunément les droits humains dans leur chaîne d'approvisionnement et font leurs profits sur l'exploitation des travailleurs et de la nature ? C'est bientôt fini ! La délégation insoumise a obtenu le vote d'une loi ambitieuse créant un devoir de vigilance européen des multinationales : elles seront désormais tenues responsables des violations des droits humains et dommages à l'environnement sur l'ensemble de leur chaîne de production et les victimes pourront enfin accéder à la justice.

L'ÉTHIQUE FAIT SON ENTRÉE DANS LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

En pointe pour mettre en lumière les cas de corruption pendant le scandale du QatarGate, la délégation insoumise a œuvré à la mise en place d'un organisme d'éthique commun aux différentes institutions européennes calqué sur l'Autorité française pour la transparence de la vie publique. Elle a obtenu la révision du Code de conduite des députés européens pour leur imposer plus de transparence et combattre la corruption. Même si le cadre reste imparfait, c'est un premier pas essentiel pour combattre la culture d'impunité, les conflits d'intérêts et l'influence des lobbies dans les sphères européennes.

RECONNAISSANCE EUROPÉENNE DE L'ESCALAVAGE COMME CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Sur proposition de la délégation insoumise, le Parlement européen a proclamé solennellement pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne que l'esclavage est un crime contre l'humanité et a appelé à la création d'une journée européenne de commémoration de l'abolition de l'esclavage. Une reconnaissance qui fait et fera date pour toute l'Europe. Un an après, les États-Unis emboîtaient le pas et Joe Biden signait une législation pour faire du 19 juin un jour férié de célébration de la fin de l'esclavage aux États-Unis.

→ Nos principaux combats

AU PARLEMENT EUROPÉEN

La délégation France insoumise est au Parlement européen pour **mener des combats concrets**, pas pour faire fonctionner le système des eurocrates. **Ces combats prolongent ceux que nous portons en France.**

GARANTIR L'ÉGALITÉ, LA SOLIDARITÉ ET CONQUÉRIR DE NOUVEAUX DROITS

→ Pour en finir avec les attaques permanentes contre le droit des femmes à disposer de leur corps, nous avons fait voter au Parlement européen l'inscription du droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Nous défendons la « clause de l'européenne la plus favorisée » pour harmoniser par le haut les droits des femmes en Europe.

→ Pour combattre toutes les manifestations du racisme, notamment l'antisémitisme et l'islamophobie, nous souhaitons faire aboutir le projet de directive européenne contre toutes les discriminations, pour combattre toutes les formes de racisme et de discriminations, liées aux origines, au handicap, à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.

→ Pour en finir avec les violations des droits des exilés par Frontex, le harcèlement des personnes LGBTI et la nécessité de renforcer la lutte contre toutes les formes de discriminations et que l'Union européenne réagisse avec la plus grande fermeté face aux attaques contre l'Etat de droit, notamment en Hongrie.

→ Pour une réelle égalité des droits entre les citoyens européens et contre les discriminations notamment liées au handicap. En finir avec la stérilisation et la contraception forcées sur les jeunes femmes en situation de handicap, en finir avec les discriminations liées à l'emploi ou l'accès à l'instruction.



COMBATTRE LES DOGMES ÉCONOMIQUES NÉOLIBÉRAUX ET GARANTIR LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE

- Pour en finir avec les règles budgétaires européennes destructrices qui promeuvent la privatisation et la mise en concurrence des services publics, les coupes dans les dépenses publiques et l'affaiblissement de nos systèmes de protection sociale, de santé et des droits des travailleurs.
- Pour une économie au service des gens, proposer un grand plan d'investissement pour éradiquer la pauvreté, pour la rénovation des logements et pour le développement du transport ferroviaire de personnes et de marchandises.
- Pour lutter réellement contre l'évasion fiscale des multinationales et des plus riches, proposer une taxe sur les superprofits de l'ensemble des grandes entreprises qui se sont enrichies grâce à l'inflation, une véritable liste noire de paradis fiscaux intégrant le Luxembourg et l'Irlande et l'adoption d'une taxe sur les transactions financières.
- Pour la souveraineté industrielle, la fin des accords de libre-échange, la sortie du marché de l'électricité, le protectionnisme écologique et social et la relocalisation des secteurs stratégiques.



INCARNER LE CAMP DE LA PAIX ET DU RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL

- Pour la paix en Europe, avec la condamnation de la guerre menée par la Russie de Poutine contre l'Ukraine, l'exigence du retrait des troupes russes, le soutien financier et logistique à la défense de l'Ukraine, l'annulation de sa dette et l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine.
- Pour la paix à Gaza, la condamnation de l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre et de la réponse meurtrière israélienne, l'obtention de la demande du Parlement européen d'un cessez-le-feu immédiat, l'appel à la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël et à l'embargo sur l'envoi d'armes, la demande de création de corridors humanitaires, du retour de tous les déplacés, de la fin immédiate du blocus et la mise en oeuvre de la solution à deux États conformément aux résolutions de l'ONU.
- Pour une politique européenne non-alignée face aux empires, dont la seule boussole reste le respect du droit international et le meilleur cadre, celui des Nations unies.

DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS ET EN FINIR AVEC LE DUMPING SOCIAL

- Pour imposer l'harmonisation par le haut des conditions de travail et de protection sociale pour tous grâce à une clause de non-régression des droits sociaux dans les pays les plus protecteurs.
- Pour un revenu minimum européen décent et accessible aux jeunes de 18 à 25 ans, la rémunération obligatoire des stages, la défense des droits syndicaux et l'égalité de l'ensemble des travailleurs.
- Pour l'adoption d'une directive européenne pour indexer les salaires sur l'inflation dans tous les États membres.

Pour mettre un terme au statut de travailleur détaché : les salariés étrangers, y compris saisonniers, doivent relever intégralement et seulement du droit du pays d'accueil (horaires, salaires, cotisations sociales, indemnités, congés etc.).

INVESTIR DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES ET DÉFENDRE L'ÉGALITÉ DE TOUS LES TERRITOIRES

- Pour les régions et collectivités territoriales françaises 18 milliards d'euros obtenus pour investir dans la transition écologique, la formation pour la jeunesse et pour les travailleurs, la mobilité verte, la ré-industrialisation, l'emploi.

- Pour que le développement économique ne bénéficie pas qu'aux grandes villes et aux régions les plus développées. Mais aussi aux territoires isolés, aux régions les plus pauvres, les moins peuplées afin que tous les Européens bénéficient d'un même accès aux soins, à l'emploi, aux services publics, où qu'ils vivent.
- Pour que toutes les dérogations et fonds spécifiques aux Outre-mer soient maintenus et renforcés (agriculture, pêche, compensation des surcoûts, avantage aux productions locales, transports,...).

Pour renforcer la solidarité européenne lorsque surviennent des catastrophes naturelles ou climatiques (inondations, cyclones, feux etc.).

ENCLENCHER LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

- Pour sortir du modèle agro-industriel de la Politique agricole commune qui privilégie les grandes exploitations agricoles au détriment de agriculteurs plus modestes et des pratiques agro-écologiques.
- Pour une écologie populaire en refusant la taxe carbone sur l'essence et le chauffage pour les plus précaires.
- Pour véritablement engager la transition écologique, imposer des contreparties écologiques aux aides du plan de relance, réhausser l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre, défendre les énergies renouvelables et sortir le gaz et le nucléaire de la classification européenne des énergies vertes.
- Pour la protection du bien-être animal, la sauvegarde des écosystèmes, la préservation des océans et la gestion durable des forêts.

→ Les batailles en cours **AU PARLEMENT EUROPÉEN**

Malgré l'adoption récente au Parlement européen de nouvelles règles budgétaires, de la réforme du marché de l'énergie ou du pacte asile et migration, **les eurodéputés insoumis continuent à mener les combats pour défendre les intérêts des gens et protéger la planète.**

RECONSTRUIRE NOTRE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCONOMIQUE

La pandémie de Covid et la guerre en Ukraine ont montré **la vulnérabilité et la fragilité de nos sociétés, dépendantes de chaînes d'approvisionnement mondialisées.** Malgré les promesses de « plus jamais ça », **l'Union européenne s'obstine plus que jamais dans le libre-échange.** Nous voulons **passer au protectionnisme écologique et social.** Il faut **garantir la protection des biens communs en les sortant du marché.** Il faut **relocaliser l'industrie et garantir notre indépendance en relocalisant des secteurs industriels, économiques et énergétiques clefs pour ramener l'emploi et les industries en France et en Europe et organiser la bifurcation écologique.**

EMPÊCHER LE RETOUR DE L'AUSTÉRITÉ

Les eurodéputés insoumis se mobilisent **contre le grand retour de l'austérité budgétaire imposée par la Commission européenne** qui entend maintenir la règle absurde des 3 % de déficit et renforcer les sanctions contre les États qui refuseraient de l'appliquer. Il faut au contraire **investir massivement dans nos services publics et protéger nos retraites !**





METTRE FIN AUX ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Malgré les grands discours sur la relocalisation et le protectionnisme européen, la Commission européenne s'obstine dans le libre-échange et négocie actuellement des accords avec 11 autres pays, comme celui avec le Mercosur. Voilà plus de 40 ans que **ces accords tuent notre industrie, notre agriculture et nos emplois en les soumettant à une concurrence déloyale**. Plus de 40 ans que ces accords accélèrent le dérèglement climatique en important des quatre coins du monde des marchandises et produits alimentaires que nous produisons déjà ici. **Les eurodéputés insoumis se tiennent aux côtés des ONG et de la société civile et appartiennent au seul groupe à avoir voté contre tous ces accords de libre-échange destructeurs.**

DÉFENDRE FRET SNCF COMME OUTIL DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Les eurodéputés insoumis se battent pour **sauver la tête de Fret SNCF**, réclamée par la Commission européenne et offerte sur un plateau par le gouvernement **au risque de faire basculer des milliers de camions sur nos routes**. Le droit de la concurrence européen ne peut forcer un État à liquider un outil public essentiel pour décarboner le transport de marchandises et agir pour le climat : **le gouvernement peut désobéir !**

FAIRE DE L'ÉNERGIE UN BIEN COMMUN

Après la fin des tarifs réglementés du gaz en juillet, les eurodéputés insoumis font tout pour empêcher la Commission de mettre fin à ceux de l'électricité comme elle le prévoit dans le cadre du marché de l'électricité. Ils continueront de proposer de les étendre à tous les usagers, collectivités et entreprises comprises. **Ils défendent le retour du service public national de l'énergie, la sortie du marché et de la spéculation**. L'électricité est un bien essentiel et doit revenir sous contrôle public et donc être vendue en fonction de son coût réel de production !

RESPECTER NOTRE DEVOIR DE PORTER SECOURS EN MER

Les eurodéputés insoumis se battent **pour que la Méditerranée arrête d'être un cimetière**. À l'heure où la droite et l'extrême droite entendent s'en prendre au droit d'asile, ils **s'opposent au renforcement de l'Europe forteresse**, aux refoulements illégaux, à la construction de murs à nos frontières. Ils réaffirment **la nécessité de mettre en place une politique d'accueil digne des exilés**, sans distinction d'origine.



Faire front

FACE AU RAPPROCHEMENT
ENTRE LA DROITE ET L'EXTRÊME-DROITE

EMMANUEL MACRON VEUT TUER L'ACTION ENVIRONNEMENTALE EUROPÉENNE

De concert avec la droite et les lobbies industriels, **Emmanuel Macron a appelé à une « pause » dans les règles écologiques européennes.** Cette déclaration gravissime envoie **un signal très clair pour la suite** : la France bloquera comme la Hongrie d'Orban les négociations sur un Pacte vert plus ambitieux. **Nous devons tout faire pour défendre l'ambition écologique de l'UE face aux climato-sceptiques !**

LA DROITE ET L'EXTRÊME-DROITE SE RAPPROCHEMENT PARTOUT EN EUROPE

Les reculades d'Emmanuel Macron ont été entendue 5 sur 5 par **la droite et l'extrême-droite qui font alliance de plus en plus régulièrement**

pour torpiller les mesures de protection de l'environnement, en s'opposant notamment à la baisse de l'utilisation des pesticides, pourtant extrêmement nocifs pour la santé des agriculteurs, des consommateurs et des écosystèmes. La fusion des droites et de l'extrême-droite ne s'arrête pas là : elle s'exerce également **contre les droits des femmes et des personnes LGBTI et menace l'État de droit et les libertés individuelles.** Il y a urgence face au retour de la menace brune en Europe !

FACE À CES MENACES, LA GAUCHE EUROPÉENNE DOIT ÊTRE À LA HAUTEUR

L'Europe est aujourd'hui à la croisée des chemins. **Face au péril fasciste et à la montée des forces réactionnaires, xénophobes, anti-écologiques et anti-féministes, la gauche européenne doit faire bloc.** Face au retour des dogmes néolibéraux qui visent à tout privatiser, tout mettre en concurrence et tout marchandiser, **nous devons travailler pour proposer un modèle alternatif respectant l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature.**

DONNEZ-NOUS LA FORCE DE TOUT CHANGER !

Nous allons au Parlement européen pour mener des combats concrets, pas pour faire fonctionner leur système. Ces combats prolongent ceux que nous menons en France. Des combattants pour agir concrètement contre la vie chère et tous les profiteurs qui nous rendent la vie impossible. Des combattants pour contrer le discours des « va-t-en-guerre » d'où qu'ils viennent ! Des combattants de la paix, contre tous les génocides et les crimes de guerre sans exception.



